

Mise en application

1. Dans le domaine de la réglementation, la mise en application d'une politique importante englobe toutes les activités entreprises pour en assurer le respect, dont l'application, la formation et les négociations¹. Pour que la mise en application d'un règlement soit efficace, il faut que la structure, les politiques, les stratégies et les activités fassent toutes l'objet d'un examen et d'améliorations continues. Le Comité s'est particulièrement attaché à examiner la façon dont les règlements sont mis en application, car l'efficacité d'un règlement dépend de sa mise en application. En effet, d'après certains témoins, la mise en application d'un règlement est le problème le plus important qui se pose à notre système de réglementation.

2. Toutefois, pour assurer le respect d'un règlement sans qu'il soit nécessaire de procéder à une surveillance étroite et imposer des amendes élevées, il est essentiel de tenir des consultations vastes et de qualité avec les parties intéressées. Grâce à un processus de consultation efficace, les intervenants seront mieux informés, plus ouverts et participeront à toutes les étapes du processus de réglementation, lesquelles comprennent les composantes suivantes : élaborer des politiques et des lignes directrices, cerner les problèmes, établir des règles, préparer des analyses d'impact et formuler des règlements. À défaut d'une consultation et d'une participation efficaces, les intervenants percevront le système de façon négative et les règlements ne seront pas respectés.

3. Même les meilleurs instruments ou mécanismes peuvent s'avérer inefficaces s'ils sont mal employés ou mal adaptés au contexte. C'est du facteur humain que dépend l'efficacité du processus de réglementation. Une des meilleures façons de s'attaquer à ce problème consiste à intégrer le concept de la gestion de la qualité au processus de réglementation. Ce concept est analysé plus loin dans le présent chapitre.

A. ÉVALUATION DES PROBLÈMES

4. Il est une conclusion parmi d'autres qui se dégage des audiences : les particuliers ne s'opposent pas à la réglementation en tant que telle, mais plutôt au processus utilisé pour l'introduire, la rendre publique et l'appliquer. Comme l'a déclaré Chris Kyte, directeur exécutif de l'Institut des aliments du Canada :

Le problème du Canada n'est pas un problème de réglementation, mais un problème de mise en application des règlements qui coûte plus cher que les règlements eux-mêmes. Au nombre des facteurs identifiés qui coûtent très cher aux compagnies soit en argent soit en temps, il faut citer la décentralisation et une prise de décisions erratique. (1:26)

1. Choisir entre l'uniformité et la souplesse

5. L'adoption de lois ou de règlements de portée générale, souvent souhaitée pour des raisons de souplesse, donne aux fonctionnaires chargés de les appliquer des pouvoirs très étendus. En effet, les lois ou les règlements ne stipulent pas toujours de quelle façon le pouvoir discrétionnaire doit être

¹ Adapté de Kernaghan Webb et Peter Finkle, *Compliance and Enforcement of Consumer Protection Policies*, Consumer Policy Framework Secretariat, 8 février 1991, p. 10.